



papaya
urbanistes et
architectes paysagistes



Projet d'Aménagement Particulier Nouveau Quartier « Schlasspesch » à Grosbous

Partie écrite réglementaire

12 septembre 2022 – suivant avis 19119/115C



Papaya - Urbanistes et architectes paysagistes s.a.

12, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette, Belval
T. +352 / 26 17 84
hello@papaya.green
papaya.green

Sommaire

A. Généralités	5
Art. A.1. But et portée du règlement	5
Art. A.2. Précision pour l'utilisation des documents graphiques	5
Art. A.3. Topographie	5
A.3.1. Courbes de niveaux	5
Art. A.4. Affectations	5
Art. A.5. Règlementation pour les espaces privés	6
A.5.1. Emplacement de stationnement	6
A.5.2. Accès carrossable	6
A.5.3. Matériaux de façade	6
A.5.4. Plantations dans les espaces verts privés	7
A.5.5. Matériaux de revêtement extérieur	7
A.5.6. Clôtures et modelage topographique	7
A.5.7. Panneaux solaires	8
A.5.8. Prescriptions générales applicables à tous les lots	8
Art. A.6. Règlementation pour les espaces publics	9
A.6.1. Généralités	9
A.6.2. Aménagement des espaces verts publics	9
B. Maisons unifamiliales (Lots 01 à 07 et 10 à 20)	10
Art. B.1. Implantation	10
Art. B.2. Niveaux	10
Art. B.3. Hauteur des constructions	10
Art. B.4. Forme, pente et orientation des toitures	11
B.4.1. Constructions destinées au séjour prolongé	11
Art. B.5. Car-Port et dépendances	11
Art. B.6. Prescriptions particulières pour les maisons jumelées et en bande	12
Art. B.7. Prescriptions architecturales	12
C. Maisons plurifamiliales (Lots 8 à 9)	13
Art. C.1. Implantation	13
Art. C.2. Niveaux	13
Art. C.3. Hauteur des constructions	13



Art. C.4. Forme, pente et orientation des toitures	14
C.4.1. Constructions destinées au séjour prolongé	14
Art. C.5. Prescriptions architecturales	14
D. Servitudes	14
Art. D.1. Servitude de type urbanistique « intégration paysagère »	14
Art. D.2. Servitude de type urbanistique « intégration paysagère 4 »	14
E. Annexe I	15



Préambule

Objet : **Projet d'aménagement particulier**
Nouveau quartier « Schlaspesch »

Note explicative **suivant avis 19119/115C**

Commune : **Grosbous**

Parcelles : n°957/3609 – n°958/3610 – n°966/5228 – n°972/4595 – partie de n°961/3844 – partie de n°964/3864 – partie de n°953/4525

Conception : **Papaya – Urbanistes et architectes paysagistes s.a.**
12, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette, Belval
LUXEMBOURG

Maître d'ouvrage : **Eco Constructions s.a.**
9, rue des Trois Cantons
L-8399 Windhof
LUXEMBOURG

Propriétaires : **Eco Constructions s.a.**
9, rue des Trois Cantons
L-8399 Windhof
LUXEMBOURG

Date : 12 septembre 2022



A. Généralités

Art. A.1. But et portée du règlement

Le projet d'aménagement particulier a pour objet l'exécution du plan d'aménagement général. Il précise et complète à ces fins les dispositions réglementaires relatives à la zone concernée en fonction de son mode et degré d'utilisation.

Les dispositions de la partie graphique et écrite du présent plan d'aménagement particulier, dans la mesure où elles précisent celles inscrites au plan d'aménagement général et au règlement sur les bâtisses de la commune de Grosbous, priment et remplacent ces dernières qui restent cependant d'application pour tout ce qui n'est pas spécialement prévu au présent règlement.

Art. A.2. Précision pour l'utilisation des documents graphiques

En cas de discordance ou en cas de différences dans les dimensions des parcelles constatées par l'Administration du Cadastre et de la Topographie, les limites et dimensions des emprises constructibles sont à reconsidérer suivant les dimensions effectives des parcelles : les côtes de recul priment sur les côtes de dimensionnement des emprises constructibles.

Art. A.3. Topographie

A.3.1. Courbes de niveaux

- Les courbes de niveaux du terrain existant sont indiquées dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier par des pointillés noirs (terrain existant). Ces courbes de niveaux correspondent à la morphologie actuelle du terrain, avant les travaux du présent projet d'aménagement particulier
- Les courbes de niveaux du terrain remodelé sont indiquées dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier par des pointillés rouges (terrain remodelé). Ces courbes de niveaux définissent la morphologie projetée du terrain, et les travaux de déblais / remblais projetés lors de l'exécution des travaux

Ces courbes de niveaux du terrain remodelé, telles que définies dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier, sont à respecter avec une tolérance de 0,50 mètre au maximum pour les parcelles privées.

Art. A.4. Affectations

Le projet d'aménagement particulier prévoit les constructions suivantes, réservées à l'habitat :

- 6 maisons unifamiliales isolées
- 8 maisons unifamiliales jumelées
- 6 maisons unifamiliales en bande



- 2 maisons plurifamiliales, avec un maximum de 4 unités de logements par immeuble

Dans les maisons unifamiliales, sont également admises des activités professionnelles libérales exercées par un résident-occupant sur une surface de 50,00 mètres carrés maximum.

Conformément à l'article 24 de la loi Omnibus du 3 mars 2017, étant donné que le présent projet compte plus de 25 unités de logement, au moins 10 pour cent de la surface construite brute est à réserver à la réalisation de logements à coûts modérés.

Cette surface peut être répartie entre les lots 16, 17 et 18 qui constituent des logements unifamiliaux. Et 3 unités de logement collectives réparties dans les maisons plurifamiliales des lots 9 et 10.

Art. A.5. Réglementation pour les espaces privés

A.5.1. Emplacement de stationnement

Dans le cadre du présent projet d'aménagement particulier, il est requis :

- deux emplacements pour véhicules automobiles par unité de logement unifamilial
- deux emplacements pour véhicules automobiles par unité de logement collectif
- un emplacement supplémentaire pour véhicules automobiles par logement intégré
- deux emplacements de stationnement supplémentaires pour véhicules automobiles pour une activité professionnelle libérale.

Les emplacements pour voitures et les entrées sont à aménager impérativement à l'aide d'un revêtement imperméable.

L'aménagement d'emplacements ainsi que le stationnement de tout véhicule sur les surfaces indiquées en tant qu'espace vert privé est défendu.

A.5.2. Accès carrossable

Les accès carrossables doivent tenir compte des impératifs de sécurité de la circulation publique et n'apporter ni gêne ni perturbation. Les accès doivent être aménagés de façon que l'eau ne s'écoule pas sur la voie publique et les chemins piétons.

A.5.3. Matériaux de façade

Les matériaux de façade doivent être choisis de façon à ne pas heurter l'homogénéité de l'ensemble. Les différents matériaux sont à indiquer sur le plan de la demande d'autorisation de bâtir. L'administration communale se réserve le droit de présentation d'un échantillon du ou des matériaux projetés avant toute mise en œuvre.

Les façades des constructions réalisées en enduit minéral principales doivent être d'une des couleurs définies ci-après dans l'Annexe I. Il n'est autorisé qu'une couleur principale pour les façades d'une construction destinée au séjour prolongé.

Les bardages de bois de teinte naturelle sont autorisés.

La pierre naturelle ou assimilée peut être utilisée pour le parement de soubassement de constructions ou pour les encadrements de fenêtres.

Les différents matériaux et teintes sont à indiquer sur le plan de la demande d'autorisation de bâtir.

A.5.4. Plantations dans les espaces verts privés

En ce qui concerne les haies, les arbres et les arbustes, seules sont autorisées des espèces de plantes adaptées au lieu et non invasives.

Les revêtements de sol minéraux et synthétiques, y inclus les jardins rocheux, sont interdits. Le gravier ou matériel similaire de couleur claire est uniquement admis pour les contours de drainage avec une largeur maximale de 0,50 mètre.

A.5.5. Matériaux de revêtement extérieur

Toutes surfaces, tel que chemin/accès piéton vers jardin, autres que les surfaces scellées indiquées dans la partie graphique, sont à aménager en surface drainante.

L'espace extérieur pouvant être scellé tel que représenté sur la partie graphique du projet d'aménagement particulier à titre indicatif peut être modifié selon le projet d'architecture. La surface de scellement du sol définie dans le tableau du degré d'utilisation du sol définie par lot est à respecter.

A.5.6. Clôtures et modelage topographique

Les travaux de soutènement, de remblai, de déblai, de fixation de talus et de drainage doivent être conçus de sorte à éviter tout tassement des constructions, des aménagements et des terrains sur les fonds propres et limitrophes.

Lors des travaux de remblai et de déblai, les terrains et constructions adjacents doivent, si nécessaire, être protégés par des ouvrages de soutènement ou d'autres installations adéquates.

Les travaux de remblai et de déblai ne peuvent en aucun cas remettre en cause la viabilisation, l'aménagement et l'urbanisation des terrains voisins.

Les matériaux utilisés pour les remblais de terrain ne doivent en aucun cas contenir des matières organiques, polluantes ou dangereuses.

Les travaux de remblai et de déblai qui modifient de manière substantielle le niveau de la nappe phréatique ou l'écoulement des eaux de surface sont proscrits.

Entre limites de propriétés privées, les murs de soutènement sont interdits.

Aux limites entre domaines publics et privés un ou plusieurs murs de soutènement d'une hauteur maximale de 1,00 mètre seront autorisés sur des terrains en pente dans le recul latéral et postérieur.

Entre deux murs et entre la limite de la parcelle et le mur le plus proche de cette limite, une distance d'au moins 1,50 mètre sera à respecter.

Les murs de soutènement doivent être en pierres naturelles.

En limite de propriété, les murs de soutènement existants peuvent être entretenus et rénovés, sauf en cas de réaménagement des alentours entraînant des modifications au niveau du terrain.

Dans ce cas, les dispositions ci-dessus doivent être respectées.

Le bourgmestre peut ordonner la réfection d'un mur de soutènement en limite de propriété qui risque de s'écrouler et de causer danger aux personnes se trouvant sur le terrain bas ou sur le domaine public.



Toute modification du remblai apportée au niveau du terrain ne doit pas conduire à la formation de nouveaux talus dépassant 45°. Les talus abrupts dépassant 30° doivent être fixés par des plantations, afin d'éviter tout risque d'éboulement.

En cas d'une configuration géologique spécifique du site, le Bourgmestre peut exiger du maître d'ouvrage de compléter le dossier de la demande d'autorisation de construire par une étude géotechnique.

Tout aménagement ou construction générant une différence d'altitude pour lesquelles le propriétaire apprécie qu'il y a un risque de chute, doit être sécurisé moyennant un garde-corps, une clôture ou tout autre dispositif de sécurité.

Les parcelles ne peuvent être clôturées que par des clôtures et des haies indigènes dont la hauteur ne peut pas être supérieur à 1,90 mètre sur les limites postérieures et latérales.

Les lots 9 à 12 peuvent apposer une haie indigène d'une hauteur maximale de 1,50 mètre dans le recul avant.

Le lot 13 peut être clôturé en bordure du domaine public (2 côtés) par une haie indigène d'une hauteur maximale de 1,50 mètre.

La délimitation par des clôtures, murs, murets, gabions, brise-vue, etc. n'est pas autorisée.

A.5.7. Panneaux solaires

Les panneaux solaires (photothermiques et/ou photovoltaïques) doivent être posés parallèlement à la pente du versant de la toiture et être le plus proche possible de la couverture de la toiture ou être intégrés dans celle-ci. Ils ne peuvent pas dépasser la toiture elle-même.

Dans le cas d'une toiture plate, les panneaux solaires auront un recul minimal de 1,0 mètre par rapport aux plans de façades et ne peuvent dépasser une hauteur totale de 1,0 mètre et une pente maximale de 35°.

Les panneaux solaires installés sur le ou les versants de la façade principale, doivent former un ensemble harmonieux quant au type, à la forme et à l'épaisseur.

Les panneaux solaires (photothermiques et/ou photovoltaïques) doivent être de type « full black », c'est-à-dire sans éléments métalliques scintillants.

A.5.8. Prescriptions générales applicables à tous les lots

Les équipements techniques fixes nécessaires à l'exploitation des constructions principales sont à intégrer dans le gabarit de la construction principale.

Si des raisons techniques l'exigent, des équipements techniques fixes – tels que les conditionnements d'air, les systèmes de ventilation et les pompes à chaleur – sont autorisés dans le recul arrière de la construction principale, sous condition de respecter un recul minimal de 3,00 mètres de la limite de la parcelle et de ne pas causer de nuisances sonores pour le voisinage.

Une dérogation aux dispositions ci-dessus peut être accordée, si l'implantation des équipements techniques fixes dans le recul arrière n'est pas possible pour des raisons techniques ou topographiques. Dans ce cas, ceux-ci peuvent exceptionnellement être aménagés dans le recul latéral ou avant, sous condition de respecter un recul minimal de 3,00 mètres de la limite de la parcelle et de ne pas causer de nuisances sonores pour le voisinage.

Art. A.6. Règlementation pour les espaces publics

A.6.1. Généralités

L'aménagement d'espaces publics, aux endroits prévus par le présent projet d'aménagement particulier, fera l'objet de plans ultérieurs détaillés pour autorisation auprès du Collège Echevinal.

Le lotisseur se conformera strictement aux prescriptions des instances compétentes¹ pour la construction des voiries, l'aménagement des parkings, des places de verdure, des canalisations, l'installation de l'éclairage public, la mise en souterrain des réseaux électriques, de téléphone, d'antenne collective et de gaz. À cet effet, la position et la délimitation exacte des zones à céder du projet d'aménagement particulier au domaine public seront adaptées en fonction des besoins rencontrés lors de la demande d'autorisation pour les infrastructures, la gestion de l'eau, l'environnement et la permission de voirie. Le dossier d'exécution du présent projet d'aménagement particulier définira précisément les équipements et infrastructures publics.

La surface cédée au domaine public s'élève à 32.41 ares soit, 23.00% de la surface du projet d'aménagement particulier.

A.6.2. Aménagement des espaces verts publics

Les espaces verts publics sont caractérisés par l'interdiction de bâtir. Seules y sont autorisées des constructions en rapport direct avec la destination de la zone et les éléments de raccordement tels que les aménagements techniques ou équipements communautaires. Le cas échéant, un poste de transformation peut être implanté dans ce type d'espace.

¹ Administration des Ponts et Chaussées, Administration de la Gestion de l'Eau, Ministère du Développement Durable et des Infrastructures, Ministère de l'Intérieur, Administration Communale de Grosbous, et les différents gestionnaires pour les réseaux d'infrastructures.

B. Maisons unifamiliales (Lots 01 à 07 et 10 à 20)

Art. B.1. Implantation

Les limites maximales de surface constructible sont précisées dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier.

Les profondeurs maximales sont précisées dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier.

Les distances de recul minimales (antérieures, postérieures et latérales) des constructions sont fixées dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier.

Les alignements obligatoires sont précisés dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier.

Art. B.2. Niveaux

La partie graphique du projet d'aménagement particulier précise pour chaque lot les nombres de niveaux suivants :

Constructions destinées au séjour prolongé

- II + 1C/1R + 1S définissant : 2 niveaux pleins + 1 niveau sous combles ou 1 étage en retrait + 1 niveau en sous-sol

Le niveau défini dans les combles ou l'étage en retrait ne peut excéder une surface correspondante à 60% maximum de la surface du niveau plein inférieur.

L'étage en retrait doit observer un recul des façades sur tous les côtés par rapport au niveau plein inférieur. Le cumul des retraits observés par rapport aux façades avant et arrière doit être au total d'au moins 4,00 mètres. Le recul minimal sur tous les côtés ne peut être inférieur à 1,00 mètre.

Aucun recul n'est à appliquer pour le côté mitoyen commun des maisons jumelées ou en bandes.

Car-ports et dépendances

- I définissant 1 niveau plein

Art. B.3. Hauteur des constructions

Constructions destinées au séjour prolongé

- 8,50 mètres maximum pour l'acrotère du dernier niveau plein
- 10,50 mètres maximum pour l'acrotère de l'étage en retrait

On entend par hauteur à l'acrotère la différence d'altitude entre l'axe de la voie desservante et le plan supérieur (isolation et revêtement inclus) de l'acrotère, mesurée au milieu de la façade de la construction principale donnant sur la voie desservante et perpendiculairement à l'axe de la voie desservante. Lorsqu'une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à l'acrotère est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d'une construction n'est pas la



même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

- 7,00 mètres maximum à la corniche

On entend par hauteur à la corniche la différence d'altitude entre l'axe de la voie desservante et le plan supérieur (isolation et revêtement inclus) de la corniche, mesurée au milieu de la façade de la construction principale donnant sur la voie desservante et perpendiculairement à l'axe de la voie desservante. Lorsqu'une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à la corniche est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d'une construction n'est pas la même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

La hauteur au faîtage est de 12,00 mètres au maximum.

Pour les constructions jumelées des lots 1 à 12, la hauteur maximale de la construction est toujours mesurée au milieu du bloc constitué par deux habitations.

La hauteur du seuil d'entrée des constructions peut être de 0,50 mètre au maximum mesuré par rapport à l'axe de la voirie.

Car-port et dépendances

La hauteur totale hors-tout est de 3,00 mètres maximum.

Art. B.4. Forme, pente et orientation des toitures

B.4.1. Constructions destinées au séjour prolongé

Constructions destinées au séjour prolongé

Les toitures des constructions seront définies en :

- Toiture plate (tp). Les toitures doivent être végétalisées. La toiture qui couvre le dernier niveau en retrait ne peut pas être aménagée en toiture terrasse.
- Toiture à deux versants (t2), avec une pente minimale de 30° et maximale de 42°.

Car-ports et dépendance

- Les cars-ports et les dépendances doivent avoir une toiture plate. Celles-ci doivent être végétalisées et ne peuvent être aménagés comme toiture-terrasse.

Art. B.5. Car-Port et dépendances

Les dépendances, estampillés « CP » telles que précisé dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier sont uniquement destinées au stationnement de véhicules.

Les dépendances établies sur la partie graphique du présent projet peuvent accueillir des emplacements pour vélos, landaus, stockage poubelles et abris de jardin.



Art. B.6. Prescriptions particulières pour les maisons jumelées et en bande

Afin de garantir une homogénéité d'aspect des constructions jumelées et en bande, les gabarits doivent être semblables. Le choix de toiture doit être identique. Une différence de hauteur à l'acrotère ou à la corniche, de maximum 0,50 mètre est autorisée entre deux maisons accolées.

Art. B.7. Prescriptions architecturales

Pour les lots 1 à 12, un élément de type pare-vue est autorisé en façade pour autant qu'il ne dépasse pas la hauteur maximale admise à l'acrotère bas dans le cas de toiture plate ou la hauteur maximale admise à la corniche dans le cas de toiture en pente.



C. Maisons plurifamiliales (Lots 8 à 9)

Art. C.1. Implantation

Les limites maximales de surface constructible sont précisées dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier.

Les profondeurs maximales sont précisées dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier.

Les distances de recul minimales (antérieures, postérieures et latérales) des constructions sont fixées dans la partie graphique du projet d'aménagement particulier.

Art. C.2. Niveaux

La partie graphique du projet d'aménagement particulier précise pour chaque lot les nombres de niveaux suivants :

Constructions destinées au séjour prolongé

II + 1C/1R + 1S définissant 2 niveaux pleins + 1 niveau sous combles ou 1 étage en retrait + 1 niveau en sous-sol

Le niveau défini dans les combles ou l'étage en retrait ne peut excéder une surface correspondante à 60% maximum de la surface du niveau plein inférieur.

L'étage en retrait doit observer un recul des façades sur tous les côtés par rapport au niveau plein inférieur. Le cumul des retraits observés par rapport aux façades avant et arrière doit être au total d'au moins 4,00 mètres. Le recul minimal sur tous les côtés ne peut être inférieur à 1,00 mètre.

La hauteur du socle des constructions peut être supérieure de 1,50 mètre au maximum. Cette différence de hauteur est mesurée dans l'axe du bâtiment.

Art. C.3. Hauteur des constructions

Niveau de référence

La partie graphique du projet d'aménagement particulier établit un niveau de référence obligatoire pour l'ensemble des constructions des lots 8 et 9. Le niveau de référence et sa valeur sont repris dans la partie graphique du présent projet.

En cas de discordance entre la réalité topographique existante, et la valeur du niveau de référence théorique du projet d'aménagement particulier, les niveaux d'implantation sont à respecter à partir des valeurs in situ.

Constructions destinées au séjour prolongé

La hauteur à l'acrotère est de :

- 8,50 mètres maximum pour l'acrotère du dernier niveau plein
- 10,50 mètres maximum pour l'acrotère de l'étage en retrait

On entend par hauteur à l'acrotère, la différence d'altitude entre le niveau de référence fixé dans la partie graphique du présent projet et le point d'intersection entre le plan extérieur de la façade (isolation et revêtement inclus) et le plan extérieur de la toiture (couverture incluse), mesurée au milieu de la façade de la construction. Lorsqu'une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à l'acrotère est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d'une construction n'est pas la même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

Art. C.4. Forme, pente et orientation des toitures

C.4.1. Constructions destinées au séjour prolongé

Les toitures des constructions seront définies en :

- Toiture plate (tp). Les toitures doivent être végétalisées. La toiture qui couvre le dernier niveau ne peut pas être aménagée en toiture terrasse.
- Toiture à deux versants (t2), avec une pente minimale de 30° et maximale de 42°.

Art. C.5. Prescriptions architecturales

Les lots, constitués de maisons plurifamiliales, disposeront :

- d'une construction souterraine commune, réservée à l'aménagement de parkings, locaux techniques et utilitaires
- d'un accès carrossable commun vers la construction souterraine
- d'une circulation verticale commune

D. Servitudes

Art. D.1. Servitude de type urbanistique « intégration paysagère »

En vue d'assurer l'intégration des constructions et aménagements dans le paysage, le bord de l'agglomération est à végétaliser afin de créer un écran de verdure. Le stockage de matériaux ou le stationnement de véhicules en plein air y est prohibé.

Art. D.2. Servitude de type urbanistique « intégration paysagère 4 »

En plus des prescriptions reprises pour la servitude de type urbanistique « intégration paysagère » ci-avant, y est interdit toute construction ainsi que tout remblai et déblai, à l'exception des :

- Infrastructures techniques,
- Infrastructures de viabilisation – telles que les chemins piétons, les aires de jeux et les rétentions d'eau – aménagées selon les principes d'un aménagement écologique,



- Aménagements ayant pour but la collecte, la rétention et l'évacuation des eaux de surface.

Le type de plantations à réaliser vise le développement d'une végétation en bord du cours d'eau adaptée aux conditions stationnelles et composée de groupes d'arbres et d'arbres isolés indigènes et à haute tige, de prairie non fertilisée et riche en espèces.

E. Annexe I

Article 26 – Couleurs admises en secteur protégé de type « environnement construit – C » issu de la Partie écrite des PAP « Quartiers existants » de la Commune de Grosbous votée au Conseil communal du 5 juillet 2016.

26.1 Façades

blanc cassé	ocre
S 0500-N	S 0510-Y10R
S 0502-Y	S 0510-Y20R
S 0502-Y50R	S 0510-Y30R
S 0505-Y10R	S 0515-Y20R
S 0505-Y20R	S 1010-Y10R
S 0505-Y30R	S 1010-Y20R
S 0505-Y40R	S 1015-Y10R
S 0603-G80Y	S 1015-Y40R
S 0804-G60Y	S 1020-Y10R
S 0804-Y30R	S 1020-Y20R
S 1002-B	S 2020-Y10R
S 1002-R	S 2020-Y20R
S 1002-Y	S 2040-Y10R
S 1002-Y50R	
S 1005-Y10R	
S 1005-Y40R	
S 1005-Y50R	
S 1005-Y60R	
S 1005-Y70R	



beige
S 0507-Y40R
S 0804-Y50R
S 0907-Y10R
S 1005-Y20R
S 1010-Y40R
S 1510-G90Y
S 1510-Y10R
S 1510-Y20R
S 1510-Y30R
S 1510-Y40R
S 2005-Y40R
S 2010-Y20R
S 2010-Y30R
S 2010-Y40R
S 3010-Y40R

rouge
S 0510-Y80R
S 0907-Y50R
S 1010-Y50R
S 1010-Y60R
S 1020-Y50R
S 1020-Y70R
S 1510-Y50R
S 1510-Y60R
S 1515-Y40R
S 2010-Y60R
S 2020-Y60R
S 2030-Y70R
S 3010-Y50R
S 3020-Y60R
S 3020-Y70R
S 3020-Y80R
S 4030-Y70R
S 4040-Y70R

gris chaud
S 1005-G60Y
S 1502-Y50R
S 2002-Y50R
S 2005-G40Y
S 3005-Y20R

gris froid
S 1000-N
S 1502-G50Y
S 2002-Y
S 2502-Y
S 3000-N



bleu	vert
S 0502-B50G	S 1010-Y
S 1010-B	S 1515-G90Y
S 1010-R80B	S 2005-G60Y
S 1510-R80B	S 2005-Y10R
S 2002-G50Y	S 2010-G70Y
S 3005-R80B	S 3005-G50Y
	S 3005-G80Y
	S 3010-Y10R
	S 4010-G90Y

26.2 Socles et encadrements

pierre
S 1015-Y20R
S 1505-Y10R
S 2005-G90Y
S 2010-Y10R
S 3005-Y50R
S 3010-Y20R
S 4005-Y50R
S 4010-Y50R
S 4010-Y90R
S 4020-Y70R
S 4020-Y90R